

L'ÉDITO**par Nathanaël JACQMIN**

L'illusion d'un fiasco ?

Entre attentat et funérailles des victimes, ce week-end était placé sous le signe de l'émotion. Et de fait, il y avait beaucoup de retenue dans les rues de Liège où 3 000 personnes ont participé à une marche blanche, en la mémoire de Lucile Garcia, Saroya Belkacemi et Cyril Vangriecken. Cependant, la trêve politique tacite n'a pas tenu ce week-end. Il est vrai que les questions soulevées par l'attentat de Liège sont trop criantes. Que ce soit au niveau des congés pénitentiaires, de la libération conditionnelle ou de la radicalisation dans les prisons. Car après les attentats de Bruxelles du 22 mars 2016, la Belgique a mis en place une Commission qui a remis ses recommandations qui doivent être aujourd'hui confrontées aux tragiques événements de Liège de la semaine dernière. Si chaque parti a ses idées et ses propositions sur la thématique « Plus jamais ça », c'est Bart De Wever qui a tiré le premier, comme il le fait d'ailleurs sur chaque dossier « sensible. » Dès vendredi, le leader de la N-VA réclamait de maintenir les criminels fortement radicalisés en prison tant que la menace terroriste existe. Et donc tant que la guerre en Syrie n'est pas terminée et que le groupe État

islamique ait été réduit au silence. Un enfermement « à vie » en quelque sorte.

Si cette proposition de créer un « Guantánamo belge » n'a aucune base légale, la réaction « rassurante » de Koen Geens a quelque chose de choquant. Car affirmer qu'une fois libérées, les personnes radicalisées sont très bien suivies par les task forces locales, la police, la Sûreté de l'État et les maisons de justice est tout aussi caricatural au regard des nombreux témoignages entendus ces derniers jours. Il semble de plus en plus évident (lire notre interview de Michaël Dantine en ouverture du journal) que tous les signaux d'alerte n'ont pas été entendus.

Entre les propos rassurants du ministre de la Justice (qui estime qu'il n'a rien à se reprocher) et ceux plus alarmistes des acteurs de terrain (qui estiment que les procédures ne fonctionnent pas, souvent faute de moyens), la situation est vécue différemment. Dire que le système a bien fonctionné à propos de Benjamin Herman, c'est à moitié vrai. Dire qu'on aurait pu éviter l'attentat de Liège, c'est à moitié faux. Disons plutôt que de nombreuses questions remettent en cause l'illusion que le système a bien fonctionné.